

U.

Inscrivez-vous sur
le site fsu94.fsu.fr

FSU du Val-de-Marne

Bulletin n°133

Février 2022

31 mars 2022

Stage « atelier citoyen »

avant les élections présidentielles et législatives

Fédération Syndicale Unitaire du 94

EPA, SNASUB, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNPES-PJJ, SNPIEN, SNUAS-FP, SNUTER, SNUEP, SNUipp, SNUDDEN





Après un congrès départemental riche en débats, la délégation FSU94 part au congrès

national pour y défendre les amendements issus de nos échanges

et de cette volonté prégnante à la FSU de prendre en compte la diversité de pensée. C'est notre conception de la démocratie. Nos débats portent plus que jamais sur la nécessaire défense des services publics. Il est urgent, dans un contexte politique et social difficile, de continuer à mener la réflexion et l'action collective pour accompagner au mieux nos collègues.

■ Cécile Quinson



À la Bastille, le 27 janvier, pour les salaires

Congrès FSU 94 - *Texte action*

Réunis lors du congrès des 14, 17 et 18 janvier dernier, nous nous sommes doté un « **texte action** » qui analyse la période et définit les enjeux des luttes à venir. Le voilà :

Le contexte international actuel est marqué par une crise sanitaire, qui amplifie une crise politique, sociale et écologique déjà à l'œuvre. La crise écologique est accélérée par le capitalisme néolibéral productiviste qui détruit les écosystèmes et dérègle le climat. Mais partout, la résistance existe. La victoire de la gauche au Chili, rendue possible par les fortes mobilisations populaires, montre que, selon les situations politiques propres à chaque pays, des victoires populaires sont possibles quand il s'agit de contrer l'extrême droite, de sauvegarder la démocratie et de construire des avancées sociales.

En France, Macron et ses gouvernements poursuivent ces politiques néolibérales au service des intérêts privés.

La réforme des retraites du gouvernement Philippe visait à livrer au marché les 325 milliards d'euros que représentent chaque année les pensions de

retraite dans le cadre de la Sécurité Sociale et des statuts issus de la Libération.

Le désengagement continu dans le financement de la Sécurité Sociale et les réformes successives visent à détruire le modèle de Sécurité Sociale et vont à rebours de notre revendication sur le 100 % sécu.

Dans les Services publics comme l'Hôpital, l'Éducation, ceux des collectivités territoriales, Pôle emploi, la fuite en avant du gouvernement se traduit par des fermetures de lits et de services, des suppressions de postes, par la précarisation et la dégradation des conditions de travail des personnels, par l'imposition des 1607 heures annuelles pour les territoriaux, par l'attaque contre les métiers, le recours accru au contrat contre le statut. Le gel du point d'indice manifeste l'absence de reconnaissance du travail des fonctionnaires. Il se traduit par la crise du recrutement. La perte de sens des missions de service public et des métiers est une autre caractéristique de cette période.

Notre département et notre académie sont en état d'urgence médicale. L'absence de médecins de prévention et de personnels dans les services de santé et sociaux du rectorat, dans les établissements, à la DSDEN et dans collectivités

territoriales, entraîne une maltraitance institutionnalisée des personnels. L'absence de réponse systématique laisse les personnels les plus fragilisés dans des situations anxiogènes. Ces insuffisances caractérisées bloquent les procédures et cela a un retentissement délétère sur les collègues. Un seul mot d'ordre semble dominer : marche ou crève ! L'employeur est hors la loi, il ne respecte pas ses obligations de santé et de sécurité vis-à-vis de ses personnels.

Pour appliquer ces politiques, les gouvernements Philippe puis Castex institutionnalisent la répression et la contrainte : loi de sécurité globale, violences policières comme lors des manifestations, constitutionnalisation des dispositions liberticides de l'état d'urgence, poursuite de la casse du paritarisme et de la liquidation du dialogue social. La gestion de la pandémie et les propos insultants du président traduisent également cette dérive autoritaire. Le gouvernement utilise la division et la haine et participe à la montée des idées d'extrême droite en ciblant les minorités ou en se déchaînant contre l'UNEF qualifié de "fasciste". Il dévoie le concept de laïcité qu'il assimile à une idéologie xénophobe et raciste de rejet et de discrimination alors qu'il s'agit d'un principe émancipateur pour la société. Il reprend à son compte les pires théories de l'extrême droite comme le procès en "islamo-gauchisme" ou en "wokisme".

Le mouvement social et syndical a largement pesé dans l'opposition à ces politiques. Lors de la mobilisation contre la casse du système des retraites, la campagne d'explication des enjeux et des conséquences réels de cette réforme, dans laquelle la FSU a pris toute sa place a permis de gagner la bataille de l'opinion. Les grèves et les manifestations massives contre la casse du système de retraites en 2019 - 2020 ont mis en lumière l'opposition de la population et ont entraîné un premier recul du gouvernement.

Les mobilisations pour l'égalité et contre toutes les discriminations, les mobilisations féministes, contre les féminicides et les violences faites aux femmes, les marches pour le climat, les mobilisations pour les droits des migrant.es, pour le service postal, pour l'hôpital, le service médico-social (EHPAD, politique du handicap...) les mobilisations des retraité.es, montrent l'aspiration populaire à plus de justice et d'égalité.

Dans l'Éducation, la grève massive et historique du jeudi 13 janvier, soutenue par la FCPE, poursuit un mouvement de mobilisation des personnels et des parents d'élèves qui traduit l'exaspération devant la gestion de la crise sanitaire par le ministre Blanquer mais aussi l'opposition à la politique de casse du Service public et de précarisation des personnels. Dans notre département, les AESH sont en grève illimitée depuis le 10 janvier pour le retrait des

avenants aux contrats et contre les PIAL (pôles inclusifs d'accompagnement localisé) pour la reconnaissance de leur métier qui passe par un véritable statut et une augmentation des salaires.

Devant cette situation, la FSU 94 réunie en congrès départemental les 14, 17 et 18 janvier 2022 soutient la poursuite et l'élargissement du mouvement de grève dans l'Éducation. Elle doit se saisir de cette occasion pour poursuivre la construction d'une opposition radicale aux réformes successives visant à détruire le service public d'éducation dans une période caractérisée autant par le mépris que par l'indigence des moyens accordés.

Les bilans dans l'Education des ministres Blanquer et Vidal sont ceux du gouvernement. La FSU s'associe à la revendication de leurs démissions exprimée dans les manifestations du 13 janvier.

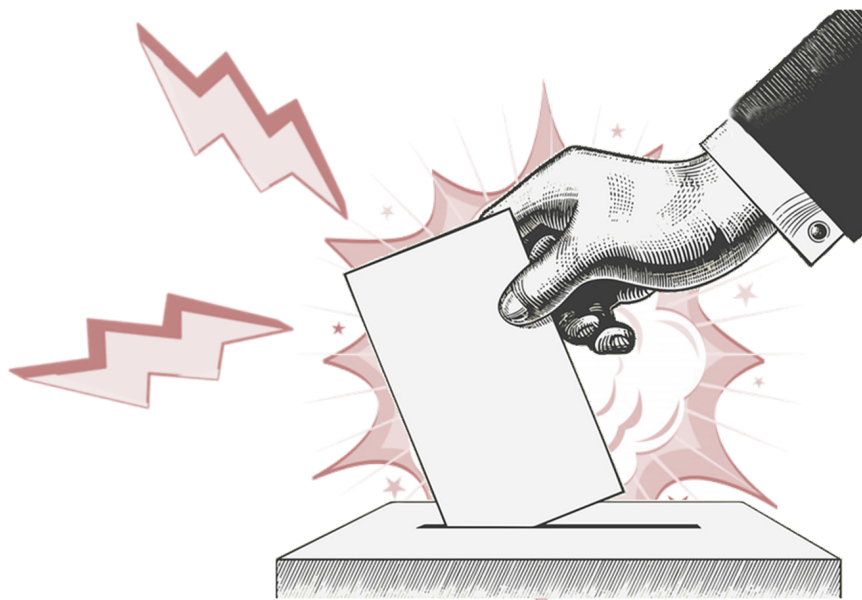
Elle soutient et s'engagera aux cotés des personnels mobilisés y compris par la grève dans cette période notamment le 20 janvier. Elle participe à l'intersyndicale départementale CGT-FO-Solidaires de défense des personnels AESH et apporte tout son soutien, y compris financier, aux collègues en grève. Elle emploiera toutes ses forces pour la réussite de la journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle du 27 janvier pour les salaires et visant à intensifier un rapport de force en faveur du Service public. Elle sera à l'initiative au plan départemental de la préparation et de la construction unitaire de la grève féministe du 8 mars. Elle soutient l'action engagée par l'intersyndicale des retraité.es (groupe des 9) :

- Par l'envoi d'une adresse solennelle au président de la république rappelant les promesses du candidat E. Macron (maintien du pouvoir d'achat, loi grand âge...) et son bilan ;
- Par l'expression renouvelée des revendications des retraité.es lors des manifestations régionales le 24 mars 2022.

La fédération du Val-de-Marne continuera de participer à la lutte contre les idées d'extrême droite et de proposer des alternatives solidaires notamment à l'occasion de la campagne présidentielle. Elle participera à la défense et au développement des Services publics dans le cadre de la Convergence comme pour le service postal. Elle maintiendra sa participation active au collectif "Plus jamais ça !". Elle poursuivra son engagement dans la défense des migrant.es et des sans papiers notamment avec RESF pour les jeunes et les familles d'enfants scolarisés. Elle continue à soutenir la lutte des salarié.es travaillant pour Chronopost pour leur régularisation immédiate.

■ Adopté à l'unanimité

☑ **jeudi**
31
mars



Stage « atelier citoyen »

Avant les élections présidentielles et législatives, la FSU 94 organise un stage de décryptage et d'analyse des programmes des formations politiques. Quels enjeux pour les Services publics, l'Éducation, la Sécurité Sociale, les retraites, l'écologie... ? Déposez une autorisation d'absence et inscrivez-vous sur le site (fsu94.fsu.fr) avant le 27 février. Rendez-vous à la maison des syndicats de Créteil le jeudi 31 mars de 9 h à 16 h.

8
mars
grève féministe

**dans le cadre de la
journée internationale
de lutte pour les droits
des femmes**



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**